RISQUE DE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET DE FINANCEMENT DU TERRORISME LIES A LA CRISE SANITAIRE ET ECONOMIQUE DE LA PANDEMIE COVID-19

Bonnes pratiques

Accroitre sa vigilance à tous les stades de la vie d'une entreprise

A la création

dès le stade de l'enregistrement d'une entreprise au greffe de tribunal de commerce, de vérifier scrupuleusement les documents d'identités et la concordance de l'objet social de l'entreprise avec les antécédents professionnels du dirigeant.

En cas de difficulté

Il est demandé aux administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires d'accorder un effort particulier concernant les procédures de sauvegarde. Les cessions de créances professionnelles, les offres de reprises, les liens entre créanciers et débiteurs constituent des vecteurs d'injection de fonds d'origine potentiellement délictuelle méritant une attention particulière. Les professionnels du chiffre pourront, pour leur part, concentrer leurs vigilances sur les cessions ou transferts d'actifs immobilisés tendant potentiellement à corroborer des organisations d'insolvabilité.

A sa liquidation

les administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires devront s'assurer que le régime de garantie des salaires a été actionné légalement en vérifiant notamment la compatibilité des rémunérations et des contrats de travail et en accomplissant des vérifications supplémentaires en cas de gérance tournante au sein de l'entreprise.

Principes du blanchiment

3 étapes du blanchiment de capitaux

1-PLACEMENT
(introduire dans le système financier)

2-EMPILAGE
(brouiller les piste de l'origine des fonds)

3-INTEGRATION
(investir les fonds dans les circuits légaux)

Bonnes pratiques

Adopter des réflexes pour les transactions immobilières

Concernant l'acquereur

l'origine des fonds, composante parmi les fondamentaux à vérifier de la part des notaires et des professionnels de l'immobilier, devra faire l'objet de diligences supplémentaires et de manière systématique. L'activation d'une clause de substitution dans un délai très proche de la signature d'un acte constituera un critère d'alerte majeur.

Concernant le vendeur

les règles prévalant en matière de distanciation sociale, la limitation des déplacements dans des périmètres assez restreints ne constituent pas des éléments favorisant la dynamique immédiate du marché immobilier. Durant cette période, les notaires et agences immobilières pourront accorder une vigilance sur les particularités financières du vendeur

Obligations de déclarations de soupçons

Professionnels assujettis

déclaration de soupçons sur les sommes portant sur

Infraction elle même

Typologie d'activités criminelles

Blanchiment de l'infraction

notamment

secteur de l'immobiliser

Ventes fictives de matériel sanitaire

- sociétés de création récentes ou réactivées
- modification objet social en mars - avril 2020
- sites internet présentant caractéristiques de sites fictifs (nom domaine, nb produits, descriptifs, fautes, mentions légales...)
- circuits de réglement fragmentés associant plusieurs moyens de paiement...

Risque

Risques d'abus de confiance escroquerie

Risques de non-conformité du matériel commandé

vigilance

incohérences : prix, bon de commande, facture...
absence de flux financiers confirmant la commande auprès d'un fournisseur

Faux Ordres de Virement (FOVI)

- Schéma classique des faux ordres de virement est ici appliqué au secteur du commerce de matériel sanitaire
- Fraudeurs s'interposent dans les commandes passées entre des fournisseurs de matériels sanitaires, généralement situés en Asie et leurs clients
- Recourent à une adresse email légèrement modifiée
- Usurpent identités via vecteur email & téléphone...

Risque

Fonds frauduleux pour la plupart transférés sur des comptes en Asie

vigilance

Attention au formalisme des commandes

Conformité des coordonnées de messagerie du donneur d'ordre

Fraude à l'appel aux dons

- adaptation au contexte sanitaire
- détournement des éléments d'identification de la puissance publique
- dans le but de solliciter des aides et dons auprès de personnes physiques ou morales
- fraudeurs créent noms de domaine évoquant l'administration publique
- cagnottes en ligne pouvant servir de vecteur pour collecter des fonds d'origine illicite (cartes bancaires volées...)
- Prétexte d'aide aux pays en difficulté ou de solidarité envers personnel soignant

Risque

Risques d'abus de confiance

vigilance

Nom de domaine, absence de formalisme rédactionnel, mentions légales...

Fraude par détournement du dispositif de prêt garanti par l'Etat (PGE)

- Certaines sociétés essaient de bénéficier indûment de ce dispositif pour solliciter un PGE malgré une situation économique et financière stable ou ne les rendant pas éligibles au dispositif.

Risque

Risque de détournement d'aides publiques au sens large

vigilance

Examen des données financières des sociétés sollicitant les dispositifs d'aides publiques

Reconversion d'un schéma de blanchiment conventionnel faisant intervenir des secteurs à risques

- Des réseaux de sociétés éphémères actives dans des secteurs régulièrement observés par le service dans des circuits de blanchiment de travail dissimulé profitent du contexte pour justifier des opérations douteuses par l'achat de matériel sanitaire.

vigilance

Changement d'activité criminelle

UN TERRAIN PROPICE A LA PREDATION ECONOMIQUE ET FINANCIÈRE

- des sociétés présentant des difficultés de trésorerie pourraient être amenées à ouvrir plus facilement leur capital à des investisseurs étrangers afin de garantir la pérennité de leur activité

vigilance

attention à porter sur des secteurs d'activité stratégiques pour les intérêts de la Nation

Schéma de synthèse réalisé par Frédéric Lenfant
Expert en analyse criminelle et investigations numériques
sur la base de la note d'attention de TRAFCIN
Source : https://www.economie.gouv.fr/files/2020-05/DARI-CAS_Covid19_VF.pdf